



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

paiement des pensions

Question écrite n° 101349

Texte de la question

Mme Valérie Boyer attire l'attention de M. le ministre du travail, de l'emploi et de la santé sur le constat que viendrait de faire la Cour des comptes en examinant les comptes de la caisse nationale d'assurance vieillesse. En effet, cet organisme qui paye les retraites aurait constaté que le nombre de retraités centenaires vivant en Algérie serait particulièrement important. Il serait même supérieur au total des centenaires recensés par l'état civil en Algérie. La présidente de la 6e chambre de la Cour des comptes aurait démontré dans son rapport sur la fraude sociale qu'il y a des retraités qui ne meurent plus dans les pays étrangers, car le décès n'est pas déclaré à la caisse de retraite de l'ayant droit. Il n'y a pas de contrôle en Algérie, faute de moyens. C'est ainsi que certains algériens binationaux, ayant travaillé en France deviennent immortels à partir du moment où ils se retirent en Algérie pour leur retraite. Ce sont leurs enfants, voire leurs petits-enfants qui continuent à percevoir la pension de retraite, bien après leur décès. Elle lui demande pourquoi un organisme comme la CNAV qui verse chaque année 4 milliards d'euros de retraite à l'étranger, dont 1 milliard pour l'Algérie, ne soit pas en mesure d'effectuer un minimum de vérifications, soit en demandant, tous les deux ans par exemple, aux bénéficiaires de donner une preuve de leur existence - comme cela se fait en France pour les professions libérales, notamment - soit, en les invitant à se présenter dans les consulats de France pour percevoir leurs pensions.

Texte de la réponse

Le ministre du travail, de l'emploi et de la santé a pris connaissance avec intérêt de la question relative au versement des pensions de retraite aux personnes bénéficiant de la double nationalité. Les caisses de retraite sont parfois confrontées à des situations de décès non déclarés dans des pays étrangers, dans le but de bénéficier frauduleusement de pensions de vieillesse. En pratique, ces situations de fraudes sont indifférentes à la question de la nationalité des pensionnés et peuvent autant concerner des ressortissants français que des ressortissants étrangers. La prévention de ces risques de fraudes aux décès est déjà mise en oeuvre de manière active. Ainsi, les caisses de retraite sont amenées à demander une à quatre fois par an des attestations d'existence auprès de pensionnés résidant à l'étranger, lesquelles attestations doivent être complétées par l'autorité locale compétente et être renvoyées aux caisses. Lorsque la production de fausses attestations est détectée, le versement des pensions est aussitôt suspendu. Les organismes de la branche vieillesse sont donc particulièrement vigilants face à ces situations de fraudes. Les caisses de retraite peuvent également être amenées à interroger directement les services d'état civil de pays étrangers et le décret du 5 octobre 2009 prévoit la possibilité de diligenter des vérifications sur place, par l'intermédiaire de sociétés d'assurance agréées par les autorités consulaires françaises. Ce dispositif de contrôle à l'étranger va être mise en oeuvre, à titre expérimental, en 2011. Enfin, les organismes de sécurité sociale exercent de plus en plus fréquemment leur droit de communication auprès des organismes bancaires, lorsqu'ils ont un doute sur l'identité d'un bénéficiaire de prestations ou sur l'authenticité d'un relevé d'identité bancaire. L'article 116 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 a d'ailleurs élargi ce droit de communication : il permet notamment aux organismes de sécurité sociale de pouvoir identifier les mandataires des comptes bancaires de prestataires décédés continuant à percevoir frauduleusement les pensions.

Données clés

Auteur : [Mme Valérie Boyer](#)

Circonscription : Bouches-du-Rhône (8^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 101349

Rubrique : Retraites : généralités

Ministère interrogé : Travail, emploi et santé

Ministère attributaire : Travail, emploi et santé

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 1er mars 2011, page 1944

Réponse publiée le : 10 mai 2011, page 4880